



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
11 avril 2023
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2023

5-9 juin 2023, New York

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

L'égalité des genres au PNUD

**Rapport annuel de l'Administrateur sur la mise en œuvre
de la Stratégie du PNUD pour la promotion de l'égalité
des sexes en 2022**

Résumé

Le présent rapport porte sur la première année de mise en œuvre de la Stratégie du PNUD pour l'égalité des sexes (2022-2025), lors de laquelle les progrès ont été rapides malgré un moment de crise et de réactions hostiles. L'ambition de cette stratégie est de remodeler une organisation qui est prête à obtenir des résultats en matière d'égalité des genres au niveau mondial. Les premières étapes ont ouvert la voie à l'adoption de nouvelles méthodes de travail grâce à un exercice des responsabilités attentif et engagé et à la mise en œuvre de plans d'action concrets dans 85 bureaux de pays. Le dialogue avec divers partenaires, notamment les mouvements féministes et les mouvements de femmes dans 108 bureaux de pays, est nourri.

Conformément au Plan stratégique du PNUD pour la période 2022-2025, la Stratégie a permis d'introduire des évolutions structurelles, en matière de développement, qui sont fondamentales pour atteindre l'égalité des genres à grande échelle. Le PNUD a placé l'égalité des genres au cœur de 100 plans d'action sur le climat et de 15 cadres de financement nationaux intégrés. Il oriente les efforts renouvelés qui visent à combler les lacunes des systèmes de protection sociale et de soins, notamment par l'utilisation innovante de la technologie numérique. Plus de 88 000 fonctionnaires ont appris à élaborer des politiques publiques tenant compte des questions de genre au cours de l'année. Les programmes ont également continué de répondre à des besoins immédiats pressants, via la fourniture de services essentiels à près de 72 millions de femmes et le renforcement des réactions vitales à la violence fondée sur le genre dans plus de 90 pays.

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être prendre note du présent rapport.



I. Introduction

A. Du terrain perdu mais une volonté de rétablissement

1. Les droits des femmes perdent du terrain partout. La période actuelle est marquée par des conflits violents, par la hausse des dépenses militaires et la multiplication des coups d'État, par des déplacements massifs de population et par la faim. Le coup porté par la polarisation aux progrès accomplis par les femmes dans le passé est violent. Les crises simultanées, notamment les changements climatiques et l'aggravation des inégalités, placent tous les systèmes socioéconomiques et planétaires en alerte. Ces périodes ont mis le PNUD à l'épreuve, mais ont également renforcé sa volonté de répondre aux préoccupations immédiates en matière de développement humain et de droits humains tout en déclenchant des changements structurels à même d'ouvrir la voie à un développement inclusif et durable, comme envisagé dans les objectifs de développement durable.

2. En 2022, le PNUD a opéré sa transition vers un nouveau plan stratégique et une nouvelle stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes, couvrant tous deux la période 2022-2025. Le niveau d'ambition fixé dans ces documents en ce qui concerne la réponse à apporter à la multiplication des demandes, le dénouement de crises complexes et le rétablissement de la voie vers la réalisation des objectifs de développement durable est élevé. La Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes fait fond sur la compréhension du fait que l'égalité des genres compte parmi les contributions les plus importantes au développement humain et durable que le PNUD peut apporter en tant qu'organisation.

3. La présente Stratégie comporte les orientations à suivre pour chacune des six solutions types du PNUD. L'objectif est d'opérer des changements structurels tout en étant conscient que ceux-ci ne peuvent survenir du jour au lendemain ou grâce aux seuls efforts déployés par Programme. Le PNUD met en avant de nouvelles façons de travailler, telles que l'adoption d'approches intégrées, l'augmentation des investissements dans les données et les analyses, la définition de solutions visant à faire évoluer les normes sociales et la conclusion de partenariats repensés.

4. Malgré la bascule vers sa nouvelle Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes en 2022, le PNUD n'a pas perdu de temps s'agissant de l'aide apportée aux pays pour amorcer les changements systémiques qu'exige l'égalité des genres. Il est resté attaché à une protection sociale tenant compte des questions de genre, mais a également pris des mesures en faveur d'économies où l'égalité des genres est acquise grâce à la mise à disposition de systèmes de soins. Il a placé l'égalité des genres au cœur de 100 plans d'action nationaux pour le climat tout en s'engageant dans une stratégie ambitieuse de promotion l'égalité femmes-hommes dans son portefeuille énergétique.

5. Le PNUD a renforcé son appui à l'élargissement de l'espace réservé aux organisations de femmes de la société civile et a intensifié les actions visant à renforcer les capacités des institutions publiques de faire progresser l'égalité des genres grâce à des politiques, des lois et des mesures axées sur l'élimination des normes sociales négatives. Parmi les avancées notables enregistrées en matière d'exploitation de la technologie, citons le recours à l'intelligence artificielle pour surveiller la désinformation et les discours haineux et lutter contre la misogynie en ligne.

B. Faits marquants de 2022 : début de la mise en œuvre rapide

6. **L'année 2022 a été une année de transition.** Elle a été marquée par le lancement de la première stratégie du PNUD pour la promotion de l'égalité des sexes fondée sur un processus largement consultatif et cocréatif, mobilisant 122 bureaux de pays et plus de 1 000 personnes au sein du PNUD et au-delà. L'appropriation de la Stratégie est donc sans précédent : 99 bureaux de pays ont déjà élaboré ou aligné leurs propres stratégies ou plans d'action en matière d'égalité des genres sur la stratégie institutionnelle. De nouveaux éléments, tels que les soins dans le milieu de vie, occupent une place plus importante dans les plans des bureaux de pays, aux côtés de priorités plus classiques telles que la participation politique des femmes et l'élimination de la violence fondée sur le genre.

7. **Le PNUD s'engage de manière plus proactive auprès de la société civile et des organisations de femmes.** Le Programme a pour la première fois assuré le suivi de cet aspect en 2022, 108 bureaux de pays ayant indiqué qu'ils nouaient des partenariats avec des organisations de femmes ou des organisations féministes, principalement pour défendre les droits des femmes et lutter contre la violence fondée sur le genre. Il s'agit d'une étape importante qui doit être suivie d'une analyse approfondie de la qualité des relations et des modes de mobilisation. L'Initiative Spotlight, une initiative conjointe de l'Union européenne et de l'Organisation des Nations Unies, s'est révélée un remarquable accélérateur de la mobilisation de la société civile et permet de tirer d'importants enseignements, comme le fait qu'intégrer les partenaires de la société civile dans des groupes de référence et déterminer un quota de financement pour ces derniers s'avère précieux.

8. **Le PNUD dispose de capacités uniques s'agissant de tirer parti de l'expérience acquise dans les différents pays pour éclairer l'élaboration de politiques fondées sur des données d'observation.** Il est indiqué dans la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes que ce rôle doit être étoffé. En 2022, le PNUD et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) s'approprient à publier *Promising Practices for Gender Equality: A catalogue of practical solutions learned from the COVID-19 global response* (Pratiques prometteuses en faveur de l'égalité des genres : un catalogue de solutions pratiques tirées de la riposte mondiale à la pandémie de COVID-19). Les auteurs de cette publication présentent une intéressante série d'options politiques, destinées aux pouvoirs publics, qui visent à améliorer la prise en compte des questions de genre en période de crise. La plus grande intégration de l'analyse des questions de genre dans les évaluations rapides menées pendant la pandémie a permis d'améliorer les connaissances et de renforcer les capacités nécessaires pour répondre rapidement à d'autres crises, notamment la guerre en Ukraine et les inondations dévastatrices au Pakistan.

9. **Le PNUD est passé des mesures de relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) à une action plus structurelle en faveur d'économies où l'égalité des genres est acquise.** Il a augmenté ses investissements dans l'appui à la protection sociale étendue, y compris les systèmes de soins. La transition vers des systèmes de soins complets gagne du terrain en Amérique latine grâce à un partenariat du PNUD avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), l'Organisation internationale du Travail (OIT), ONU-Femmes et d'autres organisations. En Colombie et en Uruguay, un outil de géoréférencement innovant a permis de recenser les déficits de soins aux fins de l'orientation des solutions de politique publique. En 2022, malgré les contraintes budgétaires mondiales, le PNUD a continué d'œuvrer dans 36 pays à la mobilisation de fonds en faveur de l'égalité des genres et dans 15 pays à l'intégration des questions de genre dans les cadres de financement nationaux intégrés. Ces exercices contribuent à faire des dépenses

publiques un levier dans l'évolution des structures économiques en faveur d'un alignement parfait sur les impératifs liés à l'égalité des genres.

10. Le PNUD a atteint l'objectif fixé dans sa Promesse climatique de porter à 100 le nombre de pays tenant compte de l'égalité des genres dans les plans d'action pour le climat. L'année 2022, grâce à l'accélération par le PNUD du soutien qu'il apporte aux transitions énergétiques justes et vertes, dans la perspective d'un accès universel, a été fondamentale dans la création des capacités institutionnelles permettant d'intégrer l'égalité des genres dans l'ensemble de son portefeuille énergétique. Le Centre de l'énergie durable du PNUD assurera la promotion d'un dialogue politique novateur sur l'égalité des genres et l'énergie, le renforcement des capacités et la mise au point d'orientations de politique énergétique tenant compte des questions de genre.

11. Le PNUD a soutenu un élan mondial de lutte contre la violence fondée sur le genre. Le Programme a renforcé le soutien apporté aux femmes dans plus de 90 pays, notamment grâce à l'Initiative Spotlight. Dans 28 pays, le PNUD a mis en œuvre 271 initiatives de prévention portant sur les normes sociales néfastes et les rôles et pratiques discriminatoires à l'égard des femmes.

12. L'investissement réalisé dans les moyens donnés aux dirigeantes et dirigeants du PNUD pour conduire des changements profonds porte ses fruits. En 2022, un groupe de représentantes résidentes et représentants résidents s'est vu décerner le certificat du Leadership Course for Gender Equality (Cours sur l'égalité des genres à l'intention des dirigeantes et dirigeants). L'objet de ce cours était de leur proposer une réflexion novatrice sur l'égalité des genres et de favoriser l'apprentissage par les pairs. Parmi les mesures de suivi concrètes, citons l'augmentation des ressources allouées à la promotion de l'égalité des genres, l'élargissement des partenariats avec les organisations féminines et l'ouverture d'espaces internes sûrs permettant au personnel d'interroger et de faire évoluer les valeurs et les croyances qui renforcent les normes discriminatoires.

II. Priorités du PNUD

13. En 2022, guidé par sa Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes, le PNUD a poursuivi l'intégration des questions de genre dans les cinq premières solutions types de son Plan stratégique et les interventions autonomes liées à la sixième solution type. La présente section porte sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de chaque solution type, en mettant en évidence les principaux accélérateurs et les grandes priorités.

Solution type n° 1 : Pauvreté et inégalité

14. La tendance mondiale étant à l'accumulation et à la concentration de capital, l'éradication de la pauvreté passe par une reconfiguration des rapports de force économiques. Dans le cadre de sa Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes, le PNUD s'est concentré sur les réformes structurelles susceptibles d'accélérer les progrès en matière d'égalité des genres, en particulier à travers des politiques fiscales, et sur une protection sociale et des services de soins universels tenant compte des questions de genre. Le Programme a continué d'améliorer l'accès des femmes aux services de base et aux actifs financiers et non financiers.

15. Protection sociale et services de soin tenant compte des questions de genre et universels. La crise du coût de la vie sans précédent et l'aggravation de la pauvreté et de la vulnérabilité ont donné un nouveau caractère d'urgence à l'investissement dans une protection sociale élargie. Le PNUD a soutenu le lancement de projets

pilotes fondés sur des données factuelles, les initiatives de révision juridique, les mécanismes de gouvernance et le développement des capacités des fonctionnaires dans 49 pays. Au Cambodge, le PNUD a mis à l'essai un modèle de protection sociale fondé sur une approche progressive, conjuguant les transferts d'actifs productifs, la formation professionnelle et les paiements en numéraire, afin de contribuer au développement du pays.

16. Le PNUD a aidé 19 pays à s'engager dans la mise au point de systèmes de soins complets, notamment la Colombie, le Costa Rica, le Panama, le Pérou et la République dominicaine. En République dominicaine, le PNUD, l'OIT, ONU-Femmes et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ont soutenu une politique nationale de soins qui est devenue un modèle pour les Caraïbes. Le Secrétaire général ayant défini l'économie des services à la personne comme une priorité essentielle pour l'ONU, le PNUD continuera d'étendre son soutien à l'évaluation par les pouvoirs publics des capacités et des infrastructures et de lister les financements nécessaires à la mise en place de systèmes complets, conformément à une évaluation récente. Un indice de pauvreté multidimensionnelle, qui devrait être lancé en 2023 en Amérique latine et dans les Caraïbes, mettra l'accent sur les femmes. Il appuiera une protection sociale plus ciblée dans le but d'atteindre les plus vulnérables.

Encadré 1

Un outil de géoréférencement permet d'aligner l'offre sur la demande de soins en Amérique latine

Le Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes a créé un outil de géoréférencement des soins et l'a déployé en Colombie et en Uruguay en 2022. Il est en cours de mise œuvre au Pérou et en République dominicaine. En Colombie, le PNUD, en collaboration avec la CEPALC, a aidé la municipalité de Bogotá à mettre en place un système de soins au niveau des districts.

L'outil combine l'approche des questions de genre et l'analyse urbaine traditionnelles avec l'exploration de données afin de produire des informations en temps réel sur l'offre et les besoins en matière de soins dans une zone donnée, notamment pour les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées. La cartographie des soins étant une étape fondamentale dans la conception de systèmes de soins complets, la CEPALC, l'OIT, le PNUD et ONU-Femmes ont collaboré au renforcement des capacités de déploiement de cet outil par 120 fonctionnaires.

Source : PNUD, *Mapping Care: Innovative tools for georeferencing care supply and demand in Latin America and the Caribbean* (Cartographie des soins : outils innovants de géoréférencement de l'offre et la demande de soins en Amérique latine et dans les Caraïbes), 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/latin-america/publications/mapping-care-innovative-tools-georeferencing-care-supply-and-demand-latin-america-and-caribbean>

17. **Politiques budgétaires favorables à l'égalité des genres.** Les économies dans lesquelles l'égalité des genres est acquise ne pourront voir le jour si les systèmes fiscaux et les budgets confortent les préjugés sociaux, les rôles de genre et les relations de pouvoir au sein des ménages. En 2022, le PNUD a travaillé avec 36 pays sur le financement de la promotion de l'égalité des genres au moyen d'une budgétisation tenant compte des questions de genre, d'un financement mixte, de cartes des investisseurs et de cadres de financement nationaux intégrés. Parmi les 15 cadres de financement créés en 2022, 86 % donnent la priorité à l'égalité des genres grâce à une série de stratégies : mesures de déblocage de capitaux privés tenant

compte des questions de genre ; budgétisation tenant compte des questions de genre ; partenariats et investissements publics et privés ; budgétisation du climat ; fiscalité ; titres de dette. Le processus d'élaboration de cadres de financement tenant compte des questions de genre a ouvert la voie à de nouvelles discussions avec les Ministères des finances et de l'économie, en accentuant la sensibilisation au caractère impératif du financement de l'égalité des genres.

18. En 2022, le PNUD a lancé des travaux sur l'égalité des genres et la fiscalité avec les Ministères des finances de 10 pays, en vue de développer des méthodologies, d'établir des partenariats et d'approfondir les compétences techniques. L'appui aux budgets tenant compte des questions de genre dans 18 pays a bénéficié du concours des partenariats avec ONU-Femmes dans un grand nombre de cas. Au Mozambique, le PNUD a aidé le Parlement à améliorer le contrôle législatif sur les dépenses publiques et les politiques tenant compte des questions de genre, ce qui a conduit le Ministère des finances à élaborer des lignes directrices relatives à la prise en compte des questions de genre dans le processus budgétaire en 2023.

19. **Accès élargi aux services essentiels, aux actifs numériques et autres, et aux financements.** Avec le soutien du PNUD, 71,5 millions de femmes ont accédé aux services essentiels en 2022, contre 69 millions en 2021. En outre, 14 millions de femmes ont obtenu des services financiers, contre 9,5 millions en 2021. Dans le cadre de l'initiative Rising Djibouti, le PNUD a soutenu une stratégie nationale d'inclusion financière et a mis au point un programme local permettant aux femmes d'accéder aux financements tout en apprenant à lire et à écrire.

Solution type n° 2 : Gouvernance

20. En 2022, la méfiance et le sentiment d'injustice se sont accentués à mesure que la qualité de la démocratie s'érodait. Les réactions hostiles à l'égalité des genres ont gagné du terrain, s'ajoutant à la discrimination juridique et sociale fondée sur le genre existante, sans mentionner la recrudescence des attaques contre les défenseuses des droits humains. Dans le cadre de sa Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes, le PNUD a intensifié ses efforts visant à rendre la gouvernance plus réactive, plus inclusive et plus responsable face à l'évolution rapide des risques, en travaillant en étroite collaboration avec les institutions nationales et locales et la société civile.

21. **Mobilisation collective, voix et influence des femmes.** Le suivi initial de sa mobilisation auprès des organisations de femmes et des organisations féministes en 2022 a permis d'établir un état de référence important pour le PNUD, soucieux d'étendre et d'approfondir ces relations. La part des bureaux de pays qui ont noué des partenariats avec des organisations de femmes ou des organisations féministes, essentiellement pour défendre les droits des femmes et lutter contre la violence fondée sur le genre, s'élève à 83 %. Quarante bureaux de pays se sont engagés auprès d'organisations de femmes dans la création de mouvements et l'expansion de l'espace civique, principalement en ce qui concerne la participation politique et le pouvoir mobilisateur dans les dialogues sociaux et le règlement des conflits.

22. Au Bénin, le PNUD a soutenu des réseaux de dirigeantes et réseaux de la société civile lorsqu'il a fallu faire pression en faveur de révisions de la Constitution nationale afin d'améliorer la représentation des femmes en politique. En conséquence, la part de femmes sur les listes électorales est passée de 10 % en 2019 à 28 % en 2022. Au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger, le PNUD s'est associé au West Africa Network for Peacebuilding et à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en soutenant des coalitions transgénérationnelles de responsable locales qui se révèlent de puissantes défenseuses de la paix et d'une gouvernance à l'écoute.

23. **Vers des États tenant compte des questions de genre.** Grâce au label égalité des genres pour les institutions publiques, le PNUD joue un rôle influent dans la promotion de politiques et de services publics tenant compte des questions de genre. En 2022, le Programme a constitué une base solide de 63 institutions publiques qui se sont vu décerner le label, contre 27 en 2021, en accordant la priorité aux Ministères de l'économie et de l'environnement, traditionnellement dominés par les hommes. Le label aide les responsables politiques à concevoir une nouvelle génération de politiques et de services qui sont assortis de capacités intégrées pour faire reculer les normes discriminatoires (voir l'encadré 2).

Encadré 2

Des fonctionnaires prêts à élaborer des politiques qui tiennent mieux compte des questions de genre

En décembre 2022, grâce au label égalité des genres pour les institutions publiques, plus de 88 000 fonctionnaires (43 000 femmes et 45 000 hommes) avaient appris à concevoir des politiques publiques tenant compte des questions de genre et en avaient élaboré un certain nombre. Ces fonctionnaires représentaient 63 institutions publiques et 18 pays dans 4 régions.

Après que le Ministère colombien des transports a mobilisé des organisations de femmes de la société civile pour formuler sa politique des transports, dans laquelle étaient fixés des quotas visant à permettre aux femmes d'accéder à des possibilités de revenus, plus de 650 femmes ont décroché un emploi dans le cadre de contrats de transport public et d'infrastructures de quatrième génération. Le Ministère a également instauré des codes de conduite visant à éradiquer le harcèlement sexuel dans tous les systèmes de transport municipaux et régionaux.

La Banque de développement du Rwanda a mis au point des services de crédit abordable destinés aux femmes. Les projets financés devaient ouvrir la voie à la création de 7 476 emplois permanents et 11 128 emplois temporaires pour les femmes.

Source : PNUD, suivi interne du label égalité des genres pour les institutions publiques, 2022.

24. **Instaurer la justice de genre pour réaliser les droits.** En 2022, le PNUD a aidé près de 32 millions de femmes dans 52 pays à accéder à la justice. Les femmes ont été davantage intégrées dans le système judiciaire en Algérie, en Guinée-Bissau et au Sénégal. La justice de genre étant au cœur de ses efforts visant à instaurer la paix, le PNUD a collaboré avec ONU-Femmes au lancement de la Plateforme pour la justice de genre, qui réunit 20 partenaires, dont l'Organisation internationale de droit du développement, Pathfinders et le Centre international pour la justice transitionnelle. Mettant en commun leurs diverses compétences, ces organisations ont publié un rapport sur la participation réelle des femmes à la justice transitionnelle et ont uni leurs forces afin d'aider les Gouvernements du Mali, du Soudan du Sud et de la République centrafricaine à lutter contre la discrimination dans les cadres juridiques et à promouvoir une justice transitionnelle tenant compte des questions de genre.

25. En tant qu'entité codirigeante de l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit, le PNUD a œuvré avec ses partenaires en Ukraine à l'instauration d'une coordination étroite avec le Groupe chargé de la violence sexuelle liée aux conflits récemment créé au

sein du Bureau du procureur général. Ensemble, ils ont recensé les compétences et les ressources spécialisées nécessaires aux enquêtes sur les infractions sexuelles et à la poursuite de leurs auteurs, ce qui a permis de renforcer les capacités des enquêteurs et enquêtrices et des procureurs et procureures.

Solution type n° 3 : Résilience

26. Les crises et les chocs ne sont jamais neutres du point de vue du genre. Grâce à sa nouvelle Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes, le PNUD a continué de veiller à ce que la réduction et la gestion des risques de catastrophes tiennent compte des questions de genre. Il a amélioré les possibilités d'emploi et les moyens de subsistance des femmes afin de renforcer leur résilience et a collaboré avec des organisations de défense des droits des femmes aux efforts visant à accroître l'exercice des responsabilités par les femmes et la participation de ces dernières à la paix et au relèvement.

27. **Réduction et gestion des risques de catastrophe tenant pleinement compte des questions de genre.** Le PNUD a aidé 17 pays à exploiter des données ventilées par sexe et des analyses des questions de genre aux fins de l'élaboration de plans de relèvement en phase avec les besoins des femmes. Treize pays, dont le Guyana et le Viet Nam, ont mis au point des systèmes d'alerte rapide tenant compte des questions de genre. À titre d'exemple d'intégration de la réduction des risques de catastrophe et de la prévention de la violence fondée sur le genre, le PNUD a collaboré avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à la construction de logements réservés aux femmes pour réduire les risques de violence après les inondations dévastatrices qui sont survenues au KwaZulu-Natal, en Afrique du Sud.

28. **Relèvement économique résilient pour faire progresser l'égalité des genres.** Le relèvement et la stabilisation offrent la possibilité de refondre les structures qui perpétuent la discrimination et de faire reculer les normes sociales négatives. Le mécanisme d'engagement du PNUD pour l'égalité des genres dans les situations de crise aide huit pays à élaborer des programmes de relèvement économique fondés sur des analyses des questions de genre et sur la transformation des normes structurelles et sociales. L'appui direct fourni aux femmes victimes des crises économiques en Afghanistan, en Haïti, au Myanmar, en République de Moldova, en Somalie, au Soudan du Sud et en Ukraine a été étendu aux emplois et services vitaux. Au total, grâce au soutien du PNUD, 5,4 millions de femmes ont trouvé un emploi et ont vu leurs moyens de subsistance améliorés dans 39 pays en situation de crise ou d'après crise en 2022, soit une augmentation par rapport aux 4,8 millions de femmes concernées en 2021.

Solution type n° 4 : Environnement

29. L'ambition du PNUD, à travers sa Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes, est de placer l'égalité des genres au cœur de l'action environnementale et climatique, étant donné que les disparités entre les genres dans ces domaines demeurent l'un des obstacles les plus tenaces au développement durable. En 2022, les consultations nationales menées dans le cadre de la réunion intitulée « Stockholm+50 : une planète saine pour la prospérité de toutes et de tous – notre responsabilité, notre chance » ont mis l'accent sur ce point¹. Le PNUD a soutenu des dialogues réunissant plus de 50 000 personnes dans 56 pays. Ce processus a déclenché un élan en faveur de l'intégration de politiques relatives à l'égalité des genres dans la gouvernance environnementale et de la garantie d'une participation réelle des femmes à la prise des décisions relatives à l'environnement.

¹ Événement international marquant le cinquantième anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de 1972, qui s'est tenue à Stockholm les 2 et 3 juin 2022.

30. **Gestion des ressources naturelles tenant compte des questions de genre.** Pour protéger et mieux gérer les écosystèmes et la biodiversité, le PNUD a soutenu l'exercice des responsabilités par les femmes dans 96 pays, notamment via des quotas de femmes dans les comités locaux de gestion des terres et des ressources en eau. Le Programme a aidé 104 pays à remédier aux disparités fondées sur le genre en matière d'accès aux ressources naturelles et de contrôle de ces dernières. Au Cambodge, le Ministère de l'environnement a adopté une approche novatrice en créant 223 groupes d'épargnantes fournissant un capital d'amorçage à de petites entreprises pour leur permettre de gérer des ressources naturelles.

31. Les collaborations avec des organisations de femmes dans 22 pays ont permis de renforcer la sensibilisation et le plaidoyer en faveur des solutions fondées sur la nature que les femmes rurales et autochtones valorisent et utilisent au quotidien. Ces solutions ont acquis une dimension mondiale lorsque le Prix Équateur de l'année a été décerné à l'Organización de Mujeres Indígenas Unidas por la Biodiversidad de Panamá. Organisation autochtone dirigée par des femmes, elle s'est fixé pour mission de renforcer les capacités en matière de conservation de la biodiversité et des savoirs traditionnels afin de protéger les jaguars et de préserver le territoire et la culture autochtones.

32. **Mise en œuvre des engagements en matière d'égalité des genres dans les plans d'action pour le climat.** En 2022, le PNUD a atteint l'objectif fixé dans sa Promesse climatique de porter à 100 le nombre de pays tenant compte de l'égalité des genres dans leur contribution déterminée au niveau national. Au total, il est fait référence aux femmes ou au genre dans des sections consacrées à des secteurs tels que l'énergie et l'agriculture dans 70 % des dernières contributions déterminées au niveau national, ce qui représente un bond par rapport aux 15 % observés lors du premier cycle des plans. Dans 31 % des cas, les pays actent la participation égale des femmes à la prise de décisions. Dans ses contributions déterminées au niveau national, l'Albanie promeut l'égalité des genres dans la prise de décisions relatives à l'adaptation au climat, tandis que dans les objectifs fixés par le Guatemala, au moins 30 % des forêts doivent être gérés par des femmes.

Encadré 3

Les femmes renforcent la résilience des écosystèmes et s'adaptent aux changements climatiques

En partenariat avec les pouvoirs publics et grâce aux financements du Fonds pour l'environnement mondial, le PNUD aide le Gouvernement éthiopien à renforcer la résilience en plaçant les femmes au cœur de la gestion des cultures et des choix liés à la sécurité alimentaire. Les analyses des questions de genre menées dans 12 districts ont permis de recenser des disparités fondées sur le genre en matière de gestion des ressources naturelles. Une aide complémentaire a permis à 176 groupes d'entraide, composés à 76 % de femmes, de se regrouper en coopératives, de créer des petites entreprises et d'obtenir un soutien financier.

Source : Résultats relatifs à l'égalité des genres au niveau du portefeuille Nature, climat et environnement, 2022.

33. **Financement de l'action climatique en faveur de l'égalité des genres.** Si le PNUD a aidé 140 pays à investir dans la réalisation des objectifs environnementaux et climatiques et à aligner les financements sur ces derniers en 2022, l'optimisation du financement de l'action climatique en faveur de l'égalité des genres reste un domaine de travail émergent. En Asie et dans le Pacifique, le PNUD a commencé à

développer le financement de l'action climatique en recensant les moyens de le rendre plus inclusif socialement et plus sensible aux questions de genre. En Thaïlande, le PNUD et le Bureau des ressources naturelles et de la politique et de la planification environnementales mettent au point des mécanismes d'intégration systématique de l'analyse sociale et de l'analyse des questions de genre dans l'élaboration du budget relatif à la lutte contre les changements climatiques, aux niveaux national et local.

Solution type n° 5 : Énergie

34. Le PNUD est fort de plus de deux décennies d'expérience dans la fourniture de solutions énergétiques durables aux populations non connectées du monde entier. Dans le cadre de sa Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes, il se dote de nouvelles compétences et capacités en matière d'intégration des questions de genre dans les travaux sur les infrastructures et les politiques énergétiques, à un moment où de nouveaux investissements massifs sont réalisés et où il devient possible de rendre l'énergie à la fois universellement accessible et verte.

35. **Accès à l'énergie pour dynamiser l'autonomisation économique des femmes.** Le PNUD a soutenu l'accès à l'énergie de 1,6 million de femmes dans 37 pays en 2022, contre 27 pays en 2021, ouvrant ainsi des perspectives d'emploi et de moyens de subsistance. De nouveaux travaux ont été engagés s'agissant d'intégrer l'égalité des genres dans les plans et politiques énergétiques nationaux, et le PNUD a recensé 13 pays offrant d'importantes possibilités d'extension de l'électrification hors réseau et d'avantages immédiats pour les femmes grâce à la cuisson propre et à des utilisations productives de l'énergie dans les entreprises dirigées par des femmes.

36. **Investissements dans l'énergie pour faire reculer la pauvreté en temps.** En 2022, le PNUD a aidé les Gouvernements du Bénin, de la Guinée-Bissau, du Libéria, du Nigéria et du Rwanda à mettre à disposition des fourneaux économes en énergie qui permettent de réduire la déforestation, la pollution et la pauvreté en temps des femmes. Se fondant sur une évaluation récente, le PNUD poursuivra son action visant à évaluer la manière dont les normes de genre influencent la prise de décisions relatives à l'utilisation des technologies énergétiques et à l'accès à ces dernières.

37. **Un centre mondial de l'énergie qui mobilise les nouvelles connaissances.** Avec le lancement de son Centre de l'énergie durable en 2022, le PNUD a renforcé ses connaissances et ses capacités en matière de correction des disparités fondées sur le genre, en travaillant sur l'ensemble de son portefeuille énergétique.

Solution type n° 6 : Égalité des genres

38. La Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes étoffe la mise en œuvre de la solution type n° 6. Elle cible les principaux accélérateurs de l'égalité des genres, à savoir l'élimination de la ségrégation du marché, la représentation politique des femmes, la prévention de la violence fondée sur le genre et la lutte contre cette dernière, la lutte contre les réactions hostiles à l'égalité des genres et la production de données visant à éclairer le changement de politique. S'il est appelé dans la solution type n° 6 à la mise en place d'interventions autonomes sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes à chaque niveau de l'organisation, cette solution est conçue pour être mise en œuvre en combinaison avec toutes les autres solutions.

39. **Économies inclusives et autonomisation économique des femmes.** Les inégalités qui ont touché les femmes en matière de perte d'emploi pendant la pandémie de COVID-19 n'ont pas encore été corrigées, les améliorations observées l'étant essentiellement dans le secteur informel. Soucieux de multiplier les perspectives offertes aux femmes sur le marché du travail, le PNUD a aidé 25 pays à faire reculer la discrimination et la ségrégation fondées sur le genre, notamment en

mettant en œuvre des mesures visant à stimuler l'entrepreneuriat et l'emploi dans des secteurs non traditionnels. En Arménie, le PNUD s'est associé au Ministère du travail et des affaires sociales et au Ministère de l'économie lorsqu'il a fallu cofinancer une plateforme nationale en faveur de l'autonomisation économique des femmes. Les programmes relatifs à l'émancipation économique des femmes se sont heurtés à certaines difficultés dans quatre bureaux de pays, notamment en Afghanistan, qui a dû faire face à la fois à l'instabilité politique et à la réaffectation de fonds à des interventions d'urgence.

40. Le PNUD a aidé 16 pays à élargir l'accès des femmes à la propriété de terres et d'autres biens, ainsi que la possibilité d'en disposer, en 2022. Au Sri Lanka, cela s'est traduit par l'adoption d'un projet de loi imposant l'égalité des genres en matière d'héritage foncier.

41. Pour la première fois, la priorité est donnée, dans la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes, à la réduction de la fracture numérique entre les genres au service d'économies inclusives. Ainsi, en 2022, le PNUD a encadré des femmes à la tête d'entreprises sociales numériques par l'intermédiaire de « 4YFN » (Four Years From Now), la plateforme de l'association mondiale des opérateurs de téléphonie mobile (GSMA) consacrée aux start-ups, et a continué de promouvoir l'accès aux compétences technologiques et à l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques grâce à la plateforme numérique STEM4All en Europe et en Asie centrale. Le PNUD a contribué à élargir l'accès aux technologies numériques, à la finance numérique et aux chaînes de valeur numériques des entrepreneures et des microentreprises et petites et moyennes entreprises détenues par des femmes dans 22 pays. Le Gouvernement du Belize, par exemple, a cherché à atteindre les jeunes femmes des zones rurales en expérimentant la création de centres de connexion numérique.

42. **Égalité de pouvoir et de représentation.** Face aux multiples menaces qui pèsent sur les systèmes de gouvernance, le PNUD a continué de faire progresser les processus politiques inclusifs, en aidant 38 pays à mettre en œuvre 234 mesures visant à faire progresser l'exercice de responsabilités par les femmes et leur participation sur un pied d'égalité dans les institutions publiques et privées en 2022. Depuis 2017, la part des femmes sur les listes électorales a atteint 50 % dans 40 pays bénéficiant de l'assistance électorale du PNUD. Les femmes occupant des fonctions publiques ont acquis des capacités grâce aux réseaux, caucus et commissions parlementaires de femmes. Des mesures temporaires spéciales, notamment la création de quotas, ont permis en 2022 de corriger les inégalités en Arménie, en Géorgie, en Côte d'Ivoire, au Lesotho, en Mongolie, en Somalie et au Zimbabwe. En Arménie, c'est la deuxième fois que l'on applique un quota de 30 %, qui a permis aux femmes d'obtenir 35,5 % des sièges à l'Assemblée nationale et 30 % des sièges dans les conseils locaux.

43. Conscient de la menace croissante que fait peser la violence en ligne sur la participation politique des femmes, le PNUD a collaboré avec les Parlements à la prise en compte dans les cadres réglementaires des discours haineux, violents et misogynes. Au Kenya, au Népal, au Pakistan, au Sri Lanka, au Timor-Leste et dans six petits États insulaires en développement du Pacifique, le PNUD a contribué à l'ouverture de dialogues entre les parlementaires, la société civile et les médias afin de galvaniser une prise de conscience et une action plus larges s'agissant de la lutte contre les discours haineux et la désinformation à l'égard des femmes occupant des postes à responsabilité.

44. **Exercice des responsabilités par les femmes et pleine participation de ces dernières à la paix et au relèvement.** Tandis que le nombre d'attaques contre les défenseuses des droits humains a augmenté dans les situations de crise et de conflit en 2022, le PNUD a répondu à l'appel lancé par le Secrétaire général dans son rapport

annuel sur les femmes, la paix et la sécurité (S/2022/740) en apportant un soutien politique cohérent, visible et explicite aux militantes, ce qui constitue un facteur clé dans la prévention des attaques. Le PNUD a dépassé l'objectif qu'il s'était fixé en matière de promotion de l'exercice des responsabilités par les femmes et de participation égale de ces dernières à la prise de décisions dans les mécanismes de médiation, de réconciliation et de consolidation de la paix, en mettant en place 34 mesures dans 22 pays, contre 16 pays en 2021. En République-Unie de Tanzanie, en collaboration avec la Global Peace Foundation, le Cabinet du Premier ministre et le Center for Youth Dialogue, une organisation locale de jeunes, le PNUD a mobilisé plus de 1 100 femmes dans la promotion de la cohésion communautaire grâce à des activités de consolidation de la paix localisées, la constitution de groupes de surveillance des quartiers et la mise en place de formations sur la prévention de l'extrémisme violent. Au Burundi, les femmes ont animé 37 dialogues et plateformes de médiation axées sur le règlement pacifique des conflits.

45. Dans les contextes de crise, le PNUD aide les pays à conserver les acquis du développement, y compris dans les crises les plus aiguës du monde. En Afghanistan, le PNUD, par le truchement du programme ABADEI, a assuré la sécurité économique de 34 000 entrepreneurs et entrepreneuses, ces dernières comptant pour 80 % du total. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, ces chefs d'entreprise ont obtenu des subventions et acquis des compétences qui leur permettent de créer et de faire fonctionner les petites entreprises essentielles à leur survie. En Ukraine, en pleine vague terrorisante de violence sexuelle liée au conflit, le PNUD et ses partenaires se sont rapidement mobilisés pour aider le Gouvernement à apporter une assistance aux personnes rescapées et renforcer les protections juridiques fondées sur les droits.

Encadré 4

Promotion de la tolérance et du dialogue en développant les réseaux de femmes

Grâce au soutien apporté par le PNUD à l'extension des réseaux confessionnels de femmes en Somalie, celles-ci font entendre leur voix sur la paix et la sécurité ainsi que dans les dialogues visant à démystifier les récits religieux violents. Un réseau de 198 chefs religieux, composé essentiellement de femmes et implanté dans 16 localités, promeut un message pacifique de l'islam en s'appuyant sur le rôle traditionnel d'artisans et artisanes de la paix de ses membres dans leur communauté. En 2022, le réseau a recensé 145 cas de griefs liés à l'extrémisme et en a traité 115 avec succès.

Source : Conseillère régionale pour les questions de genre dans les États arabes et bureau de pays de la Somalie.

46. **Prévenir et combattre la violence fondée sur le genre.** Le PNUD a renforcé son soutien à l'élimination de la violence fondée sur le genre dans plus de 90 pays, notamment grâce à l'Initiative Spotlight. En Ouganda, le PNUD et ses partenaires de l'Initiative ont renforcé les capacités de 80 organisations gouvernementales et organisations de la société civile en matière de prévention de la violence fondée sur le genre et de réponse à cette violence et ont aidé environ 5 000 personnes rescapées de la violence de genre à accéder à une aide juridique et à des moyens de subsistance. En République centrafricaine, dans le cadre de l'intensification des efforts visant à promouvoir la paix et la réconciliation, le PNUD a fait progresser le nombre de personnes bénéficiant d'une assistance juridique et judiciaire directe, qui est passé de

plus de 23 000 en 2021 à près de 26 000 en 2022, dont 87 % de femmes rescapées de violences de genre.

47. Un projet mondial quadriennal novateur, financé par le Gouvernement de la République de Corée, a permis de recueillir des preuves des effets positifs sur les moyens de subsistance, l'environnement et la gouvernance locale de la lutte contre la violence de genre. Grâce à sept projets pilotes menés au Bhoutan, en Indonésie, en Iraq, au Liban, en Ouganda, au Pérou et en République de Moldova, le PNUD et ses partenaires ont démontré que l'intégration d'activités liées à la violence fondée sur le genre dans d'autres programmes améliore de 40 % le taux d'assiduité des participantes, contribue à l'évolution des normes sociales, jusqu'à 90 % des participants et participantes faisant état d'attitudes plus équitables entre les genres, et renforce la résilience des populations grâce à la priorité accordée par les gouvernements locaux à la lutte contre la violence fondée sur le genre et aux financements alloués par ces derniers à cette lutte. Le PNUD utilisera ces données factuelles pour intégrer la lutte contre la violence fondée sur le genre dans d'autres programmes à plus grande échelle. Il est capital, pour prévenir et faire reculer la violence fondée sur le genre, de comprendre et de faire évoluer les normes sociales, les relations de pouvoir et les comportements qui alimentent la violence. Au Samoa, le PNUD a aidé les chefs coutumiers et les femmes des villages à changer de perspective et à se faire les champions de la lutte contre la violence de genre en s'associant à l'institution nationale pour la promotion et la protection des droits humains.

48. Étant donné que l'inégalité de genre et la violence sexuelle et fondée sur le genre accentuent le risque de contracter le VIH, le PNUD soutient les solutions fondées sur les droits qui visent à éliminer la violence et à améliorer l'accès aux services liés au VIH et aux autres services de santé. La communication sur le changement de comportement face au VIH a touché 7,2 millions de femmes en 2022, contre 4,4 millions en 2021. Au Kazakhstan, le PNUD a soutenu la mise en place de 30 plateformes de dialogue avec les organisations de la société civile fournissant des services aux personnes vivant avec le VIH et a formé des professionnels hommes et femmes à la prévention du VIH et à la lutte contre la violence fondée sur le genre.

49. **Combattre les réactions hostiles à l'égalité des genres.** La Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes vise pour la première fois à cerner les réactions hostiles et à les combattre grâce aux travaux de recherche, à de nouveaux outils et à des mesures mieux calibrées. S'appuyant sur l'intelligence artificielle, le PNUD a piloté la création d'outils de surveillance des médias visant à détecter les discours de haine en Colombie, en Libye, en Ouganda, aux Philippines, au Sri Lanka et en Uruguay, et à mettre au point des programmes relatifs aux discours haineux, à la violence fondée sur le genre et à la prévention des conflits. Au Monténégro, 50 000 fonctionnaires doivent suivre une formation sur les discours de haine fondés sur le genre, le sexisme et la misogynie qui a été mise au point grâce aux connaissances de plus en plus riches acquises par le PNUD en la matière.

50. **Faire évoluer les normes sociales négatives.** Étant donné que les normes sociales influencent toutes les structures politiques, sociales et économiques, le PNUD entend éclairer les politiques en développant une meilleure compréhension des normes de genre et des relations de pouvoir. Le Bureau du Rapport sur le développement humain a élaboré la deuxième édition de l'indice des normes sociales de genre, qui sera lancée en 2023. Dans la région des États arabes, le PNUD a créé le cadre « systèmes, pouvoir et genre » qui doit permettre d'améliorer l'analyse des normes sociales et des relations de pouvoir en matière de genre. Parmi les initiatives visant à prévenir la violence fondée sur le genre en s'attaquant aux normes sociales préjudiciables et aux rôles et pratiques discriminatoires fondés sur le genre, citons

l'action menée au Tadjikistan pour renforcer les capacités des journalistes de rendre compte des faits de violence sexuelle et fondée sur le genre.

51. Amélioration des données et des analyses pour l'élaboration des politiques. Le PNUD et ONU-Femmes, souhaitant tirer parti des enseignements à retenir de la base de données COVID-19 Global Gender Response Tracker, ont publié le rapport intitulé « Réponses gouvernementales au COVID-19 : Enseignements sur l'égalité des sexes dans un monde en plein bouleversement ». Dans le cadre de l'initiative de l'Observatoire de l'égalité des genres, en partenariat avec le Gouvernement de la République de Corée, un deuxième rapport, intitulé « Promising Practices for Gender Equality: A catalogue of practical solutions learned from the COVID-19 response » (Pratiques prometteuses en faveur de l'égalité des genres : catalogue de solutions pratiques tirées de l'action menée face à la COVID-19), devrait être publié en 2023. Il comporte une série d'options politiques proposées aux gouvernements pour améliorer la prise en compte des questions de genre dans les politiques et renforcer la résilience aux chocs futurs. En 2022, l'étude des données et travaux de recherche entreprise par 38 pays a permis d'éclairer l'élaboration des politiques en réalisant des évaluations socioéconomiques, en renforçant les systèmes statistiques nationaux et en surveillant les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable. Le PNUD, en partenariat avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, le FNUAP et ONU-Femmes, a évalué avec 17 pays de la région des États arabes, dans six domaines et selon 74 indicateurs dérivés de l'objectif 5, l'égalité des genres et la discrimination dans le droit.

Encadré 5

Indice de l'économie des services à la personne en Afrique : améliorer les données pour remédier à la répartition inégale des prestations de soin en Afrique

En 2022, le PNUD et le Réseau de développement et de communication de la femme africaine (FEMNET) ont mis au point le premier indice régional africain conçu pour suivre l'évolution des systèmes de soins. L'objectif de cet indice est d'évaluer les performances des pays en matière de prise reconnaissance, d'appui et de redistribution des prestations de soins selon 10 critères. Parmi ces critères, citons le congé de maternité et le congé parental, la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées, les soins aux personnes handicapées, la production alimentaire et la protection des domestiques.

Les résultats extrêmement faibles, selon l'indice, révèlent que l'engagement politique en faveur de l'économie des services à la personne se fait réellement attendre. Seuls six pays ont obtenu plus de 5 points sur 30 : le Burkina Faso (7,25) ; l'Éthiopie (6,3) ; le Zimbabwe (5,95) ; l'Afrique du Sud (5,7) ; le Kenya (5,65) ; le Ghana (5,5). Les résultats révèlent à quel point la reconnaissance sociale des soins dans le milieu de vie et le soutien apporté par l'État au travail domestique seront essentiels pour remédier à sa distribution normalisée et inégale.

Le PNUD prévoit de créer un outil mondial de suivi des systèmes de soins en affinant et en élargissant l'indice de l'économie des services à la personne en Afrique. Il étudie également les possibilités d'intégrer les soins non rémunérés dans les systèmes de comptabilité nationale.

Source : PNUD, *The Africa Care Economy Index* (Indice de l'économie des services à la personne en Afrique), 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/africa/publications/africa-care-economy-index>.

III. Partenariats

52. Conformément à sa Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes, le PNUD s'est employé en 2022 à conclure de nouveaux partenariats en faveur de l'égalité des genres tout en approfondissant les partenariats existants afin de faire avancer les objectifs de mobilisation et de politique à plus long terme.

53. **Coordination avec le système des Nations Unies.** Le PNUD continue de développer l'utilisation des normes de la feuille de résultats des équipes de pays relative au Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes. Soixante-quinze bureaux de pays l'ont mise en œuvre en 2022. Quarante-quatre bureaux de pays du PNUD ont coprésidé un groupe thématique interinstitutions sur l'égalité des genres. ONU-Femmes demeure un partenaire fiable du PNUD dans 100 pays, et 77 % des collaborations entre les deux entités ont donné lieu à au moins un projet commun de fond. Les principaux domaines de collaboration demeurent la promotion des réformes juridiques et politiques, la participation politique des femmes et l'autonomisation économique.

54. Au niveau mondial, le PNUD a continué d'apporter une participation active au Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes et au réseau du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, notamment en fournissant un soutien technique et financier à la rédaction d'une note d'orientation sur l'intersectionnalité à l'échelle du système des Nations Unies et au déploiement mondial des normes et procédures relatives aux groupes thématiques sur le genre.

55. **Renforcement des liens avec la société civile.** Les bureaux de pays ont déjà noué des partenariats plus stratégiques avec la société civile. Cette démarche s'inscrit dans le droit fil de l'accent mis dans la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes sur la nécessité d'atteindre les personnes qui sont laissées de côté, de s'engager auprès de divers groupes et mouvements féministes, notamment les groupes locaux de personnes victimes de discrimination raciale, et de se focaliser fortement sur les jeunes femmes. En Colombie, le PNUD s'est employé à assurer la participation réelle des jeunes femmes et hommes à la prise de décisions locale et a contribué à la création de plateformes territoriales de consolidation de la paix en s'associant au FNUAP et à de jeunes artisans et artisanes de la paix.

56. Les partenariats avec des organisations qui travaillent avec des personnes handicapées et sur la discrimination intersectionnelle ont gagné en importance. En Égypte, le PNUD s'est associé au Gouvernement, à ONU-Femmes et au FNUAP pour la publication d'une étude sur la violence à l'égard des femmes qui met l'accent sur les liens entre le genre, le handicap et la pauvreté. L'étude, menée à partir d'une enquête sur les collectivités, comporte des stratégies fondées sur des données factuelles qui visent à éclairer les travaux des responsables politiques et des organisations de la société civile. En Côte d'Ivoire, les efforts déployés par le PNUD en vue d'accroître la participation des femmes et des personnes handicapées ont permis de mieux les intégrer dans les listes électorales révisées en 2022.

57. **Un éventail plus large de partenaires.** Le PNUD a commencé à diversifier ses travaux avec des partenaires susceptibles de contribuer à l'évolution des normes et des comportements à l'appui de l'égalité des genres, en mettant l'accent sur les organisations d'inspiration religieuse et les réseaux de jeunes femmes innovatrices et influentes. En Somalie, le PNUD a soutenu des réseaux de chefs coutumiers dans la lutte contre l'extrémisme violent (voir l'encadré 4). Au Lesotho, le PNUD a travaillé avec le groupe parlementaire national des femmes, des organisations dirigées par des femmes et des personnes influentes sur le plan politique à l'accroissement de la représentation politique des femmes en s'attaquant aux obstacles et en renforçant les compétences. Les élections

de 2022 ont vu le pourcentage de femmes élues au suffrage direct passer de 22 % voir enc à 25 %.

58. Le PNUD a renforcé son engagement auprès des principaux partenaires donateurs au niveau mondial, notamment les Gouvernements du Luxembourg et de la République de Corée. Tous deux ont contribué à soutenir les guichets de financement de la promotion de l'égalité des genres et à encourager des approches souples et stratégiques. Parmi les projets novateurs soutenus en 2022, citons l'extension du label égalité des genres pour les institutions publiques et la création d'un « thermomètre de l'état d'esprit public » sur les discours haineux (voir l'encadré 6). Le PNUD s'est également félicité de ses engagements constructifs avec les Gouvernements de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Qatar, entre autres.

Encadré 6

Combattre les réactions hostiles à l'égalité des genres : un outil de veille sur les questions de genre dans les médias sociaux

Dans le cadre de l'Observatoire pour l'égalité des genres, avec le soutien de la République de Corée via le mécanisme des guichets de financement, le PNUD a créé un outil de veille sur les questions de genre dans les médias sociaux qui se fonde sur l'intelligence artificielle pour détecter les discours haineux. Déployé en Colombie, aux Philippines et en Ouganda, cet outil fournit aux responsables politiques, à la société civile et aux praticiens et praticiennes des données leur permettant de lutter contre les vagues de violence de genre lancées grâce aux nouvelles technologies, en particulier les discours de haine en ligne, notamment en s'efforçant de faire évoluer les normes sociales.

L'outil peut par exemple émettre des alertes visant à déclencher des réactions rapides aux campagnes misogynes et à les prévenir. Il alimente aussi la réflexion sur les mesures juridiques et numériques à prendre en matière de prévention des discours de haine en ligne. Le PNUD utilise l'outil en Uruguay pour détecter les tweets haineux à l'égard des femmes politiques et journalistes, et le Ministère de la femme exploite les résultats dans la définition des meilleurs moyens juridiques à mettre en œuvre dans le cadre de la lutte contre les discours haineux.

Source : PNUD, 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://data.undp.org/gender-social-media-monitoring/>.

59. Le PNUD a plaidé en faveur de travaux de recherche sur l'égalité des genres fondés sur des données factuelles en collaborant avec les universités et les laboratoires d'idées. Il s'est associé à l'Université de Pittsburgh pour la publication d'une note thématique intitulée « Gender Equality in Public Administration: Where Are the Women in Environmental and Climate Change Ministries? » (Égalité des genres dans l'administration publique : où sont les femmes dans les Ministères de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques ?). En partenariat avec le groupe Arup et l'Université de Liverpool, le PNUD a publié « Cities Alive: Designing Cities That Work for Women » (Villes vivantes : imaginer des villes qui conviennent aux femmes). Un nouveau partenariat lie Gender at Work et l'École des études orientales et africaines de l'Université de Londres. Vingt-trois bureaux de pays ont conclu des partenariats avec des universités et des laboratoires d'idées, avec lesquels ils collaboreront sur les questions liées à l'égalité des genres, comme en Uruguay, où le PNUD a créé, avec l'Université du Chili, un outil de suivi de la violence de genre fondé sur l'intelligence artificielle.

60. **Secteur privé.** Grâce au label égalité des genres, le PNUD a étendu sa collaboration avec le secteur privé en ce qui concerne la promotion de l'exercice des responsabilités par les femmes et de leur participation, la multiplication des lieux de travail inclusifs et l'assurance de l'égalité salariale. En 2022, 143 entreprises du secteur privé se sont vu décerner le label, notamment dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et de la finance. Plus de 240 000 travailleurs et travailleuses en ont bénéficié, ces dernières représentant 49 % du total. Parmi les nombreuses retombées positives imputables aux entreprises participantes, citons l'émission par la banque Banistmo, au Panama, d'une obligation de 50 millions de dollars en faveur de l'égalité des genres, destinée à financer des entreprises détenues par des femmes.

IV. Transformation institutionnelle

61. Le PNUD a progressé dans le renforcement de son cadre institutionnel, qui fait partie intégrante de la réalisation de sa Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes. Sept composantes interconnectées permettent d'intensifier les effets de ses interventions et d'obtenir des résultats porteurs de transformations en matière d'égalité des genres : l'exercice des responsabilités ; l'intégration ; l'apprentissage et l'innovation la culture ; le financement ; la responsabilité ; la communication.

62. Le PNUD s'est empressé de rendre la stratégie opérationnelle, en appliquant son label égalité des genres et en collaborant avec 85 bureaux de pays à la traduction de la politique mondiale en stratégies et plans concrets au niveau national. Les bureaux régionaux ont également élaboré leurs plans d'action. Signe du vaste changement de culture et de mentalité qui est à l'œuvre, ces bureaux régionaux et bureaux de pays mettent désormais davantage l'accent sur les thèmes prioritaires de la stratégie mondiale, notamment le travail domestique, l'environnement, le dialogue avec la société civile et la protection sociale tenant compte des questions de genre. L'assistance ciblée apportée à un groupe de pays en crise via l'examen de portefeuilles de programmes, l'accompagnement individualisé et les séances d'apprentissage transnationales les a conduits à augmenter la part des dépenses afférentes au programme qui contribuent directement à faire de l'égalité des genres un objectif principal de 5,05 % en 2020 à 8,73 % en 2022.

63. Les bureaux régionaux du PNUD ont renforcé leurs équipes à l'appui des bureaux de pays en ouvrant huit postes de spécialistes des questions de genre supplémentaires. Plus de 1 700 fonctionnaires ont eu accès à des recommandations et à des plans d'apprentissage sur mesure au cours de l'année. La base de connaissances sur le label égalité des genres, consultée plus de 55 000 fois, permet au personnel du PNUD de trouver une aide supplémentaire.

Encadré 7

La Direction islandaise des affaires internationales et de la coopération pour le développement reçoit le label or de l'égalité des genres

En 2022, le PNUD a décerné à la Direction des affaires internationales et de la coopération pour le développement du Gouvernement islandais le label or de l'égalité des genres, première certification de ce type pour une entité donatrice. La Direction a fait preuve d'un engagement remarquable en matière de progression de l'égalité des genres au sein de sa propre organisation ainsi que dans les politiques de coopération pour le développement menées par les pouvoirs publics. Forte d'un solide pouvoir mobilisateur et d'un dispositif relatif aux questions de genre performant, elle a fait preuve d'efficacité s'agissant de l'intégration des questions de genre

dans les politiques et programmes de développement, comme en témoigne l'allocation budgétaire de 70 % accordée à l'égalité des genres. Parmi les exemples de pratiques de travail innovantes, citons la certification de l'égalité salariale et la politique d'amélioration du temps de travail, ainsi que des programmes tels que l'initiative « Des hommes pour dialoguer avec les hommes et les garçons ».

64. **Évaluation des résultats au regard du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies 2.0.** Le PNUD a amélioré son score déjà élevé en dépassant ou en atteignant les objectifs fixés pour 15 des 16 indicateurs pertinents, contre 14 sur 16 en 2021.

65. **Exercice des responsabilités.** En 2022, le PNUD a délivré à 30 représentants résidents et représentantes résidentes un certificat de Dirigeant ou Dirigeante de classe mondiale en matière d'égalité des genres. Le cours de certification a été dispensé par l'École d'études orientales et africaines de l'Université de Londres et Gender at Work, avec comme objectif d'ouvrir des espaces de réflexion à l'intention dirigeants et dirigeantes sur les changements profonds qui s'imposent en matière d'égalité des genres. Conformément à l'engagement pris par le Secrétaire général de plaider en faveur de l'égalité des genres, en 2022, l'Administrateur du PNUD a explicitement fait référence à l'inégalité des genres, à la promotion de l'égalité des genres, à l'autonomisation des femmes ou à des sujets connexes dans 65 % de ses déclarations et discours publics.

66. **Intégration et spécialisation.** Le PNUD est en train d'instaurer un dispositif relatif aux questions de genre visant à aider les bureaux de pays à s'affranchir des approches mécaniques de l'égalité des genres. En 2022, le PNUD a dialogué avec l'International Association for Feminist Economics pour préparer le terrain et, en 2023, réunir des économistes des bureaux de pays du PNUD et des universitaires internationaux de premier plan afin de réfléchir ensemble aux difficultés économiques rencontrées au niveau national et aux solutions qui permettront de parvenir à l'égalité des genres. Pour relier les diverses interventions et aborder l'égalité des genres sous un angle systémique, plus de 20 bureaux de pays, avec la collaboration de partenaires, ont procédé à des examens participatifs de portefeuilles sous les auspices du programme relatif au label égalité des genres, un exercice qui a permis de définir des objectifs à long terme et d'éliminer les cloisonnements.

67. L'Équipe de la problématique femmes-hommes demeure le point d'ancrage du dispositif relatif aux questions de genre et supervise la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes. Elle se compose de 24 fonctionnaires à plein temps recrutés sur le plan international, le même nombre qu'en 2021.

Nombre de fonctionnaires recrutés sur le plan international travaillant à temps plein dans l'Équipe de la problématique femmes-hommes du Réseau mondial pour les politiques et lieu d'affectation

Addis-Abeba	3
Amman	2
Bangkok	1
Istanbul	2
New York	13
Panama	3
Total	24

Source : Atlas 2022 du PNUD.

68. Les équipes multidisciplinaires de coordination pour l'égalité des genres demeurent efficaces pour améliorer la coordination verticale et horizontale. En 2022, 60 % des bureaux de pays ont alloué des ressources spéciales à l'appui à ces équipes.

69. **Apprentissage permanent et innovation.** En ce qui concerne l'approfondissement des qualifications du personnel en matière de transformation structurelle, le PNUD a conçu en 2022 les piliers de deux laboratoires d'apprentissage mondiaux chargés de diffuser des connaissances de pointe sur les économies inclusives et l'énergie. Ces laboratoires feront connaître les expériences des pays et créeront un pont entre le PNUD et ses partenaires et les meilleurs experts externes dans chaque domaine. La SDG Finance Academy du PNUD a renforcé les capacités liées au genre et a soutenu plus de 100 bureaux de pays dans cinq régions en fournissant des ressources, en réalisant 11 études de cas mondiales et en dispensant des formations approfondies sur les capitaux privés tenant compte des questions de genres.

70. **Une culture de l'égalité et de l'inclusion.** Le PNUD s'est employé à favoriser une culture du genre plus inclusive et plus affirmative en son sein et à éclairer la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes en réunissant un groupe représentatif de membres masculins du personnel. Bien que le personnel masculin soit désormais davantage sensibilisé à la place centrale qu'occupe l'égalité des genres dans l'élaboration des programmes et la culture sur le lieu de travail, pousser plus loin la réflexion sur les pratiques quotidiennes et la culture informelle demeure possible. Ainsi, un groupe informel composé exclusivement d'hommes s'est réuni toutes les deux semaines au bureau de pays du Costa Rica dans le cadre de la certification liée au label égalité des genres. Les membres du groupe ont discuté du rôle de leurs collègues masculins dans la promotion de l'égalité des genres et de l'influence des masculinités dans la réalisation des objectifs liés à l'égalité des genres.

71. Soucieux de renforcer les capacités internes de prévention du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles et de mettre au point des réponses à apporter en la matière, le PNUD a continué de concentrer son action sur quatre domaines prioritaires : la prévention ; le signalement et l'intervention ; le soutien aux victimes ; la responsabilité. Tous les bureaux et services ont présenté à l'Administrateur leurs plans d'action relatifs à la prévention du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, ainsi que leurs certificats annuels de mise en œuvre. En outre, l'Organisation internationale pour les migrations, le PNUD, le FNUAP, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, ONU-Femmes, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation mondiale de la Santé ont conjointement organisé la formation en ligne des personnes référentes sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Les personnes référentes du PNUD ont pu suivre un webinaire de formation supplémentaire, sur le même thème, qui a réuni 75 participants et participantes en juin 2022.

72. La parité femmes-hommes demeure une priorité absolue au PNUD, conformément à la stratégie sur la parité des genres applicable à l'ensemble du système des Nations Unies. En décembre 2022, la parité femmes-hommes était une réalité dans toutes les catégories de personnel du PNUD, notamment parmi les sous-secrétaires généraux et sous-secrétaires générales et les représentants résidents et représentantes résidentes et représentants résidents adjoints et représentantes résidentes adjointes. Des difficultés persistent aux niveaux P4, P5 et D2, où les femmes occupent 45 % des postes de niveau P4, 41 % des postes de niveau P5 et 36 % des postes de niveau D2. Afin de combler ces écarts, le PNUD constitue un vivier de solides candidates pour les futurs postes de direction. Il fait notamment fond sur le programme de mentorat pour les femmes du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique et la deuxième session du programme de bourses pour les jeunes dirigeantes

africaines mis en œuvre en liaison avec la Commission de l'Union africaine. En 2022, le Groupe exécutif a approuvé la nouvelle Stratégie du PNUD pour la promotion de l'égalité des sexes (2022-2025). Il aidera le PNUD à offrir un lieu de travail où la parité femmes-hommes est pleinement respectée, en particulier dans les contextes de crise, et à devenir une organisation plus souple et plus favorable à la famille. Le PNUD a élaboré une nouvelle stratégie relative à la diversité, l'équité et l'inclusion qui tient plus systématiquement compte des personnes handicapées, entre autres, dans tous les aspects de son action.

73. Des ressources financières à la hauteur des ambitions. Alors que le financement du développement est aujourd'hui à bout de souffle et que l'augmentation des dépenses dans l'action humanitaire s'accompagne d'une diminution des investissements dans le développement à long terme, le PNUD continue de protéger et d'accroître les investissements dans la promotion l'égalité des genres. Il s'est engagé à atteindre progressivement un stade où 70 % des fonds alloués seront consacrés à la promotion de l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes. Les investissements dans les programmes notamment ou principalement axés sur l'égalité des genres ont augmenté, passant de 60 % en 2021 à 66 % en 2022 (GEN3 : 7,6 % ; GEN2 : 58,2 % en 2022). En 2022, le PNUD a appliqué le marqueur genre au niveau des activités et mis en évidence une augmentation des dépenses liées au marqueur genre GEN3 de 7,6 % à 13,5 %. En 2023, le PNUD affinera cette méthodologie dans le sillage d'autres entités des Nations Unies, telles que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ou le FNUAP.

74. Responsabilité. Le Comité de direction et de mise en œuvre sur l'égalité des sexes, présidé par l'Administrateur, s'est réuni deux fois en 2022. Il a discuté des réactions hostiles à l'égalité des genres et des difficultés rencontrées par les bureaux de pays. Ces réunions ont permis d'établir une feuille de route sur la riposte à mettre en place pour combattre les réactions négatives. En outre, les critères d'évaluation des performances de l'ensemble des cadres supérieur(e)s et intermédiaires incluent désormais la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes, tandis que les compétences techniques liées au genre sont intégrées dans le référentiel de compétences techniques du PNUD.

75. Communication au service de la mobilisation. En 2022, le PNUD a réussi le lancement de sa Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes (2022-2025). Il a formulé des messages clés, défini l'« image de marque » de la stratégie, publié un communiqué de presse et diffusé un dossier pour les médias sociaux. Pour le PNUD, la communication est un puissant outil de mobilisation (voir l'encadré 6). En interne, le nombre de défenseurs et défenseuses de l'égalité des genres qui sont membres de la communauté de pratique mondiale sur l'égalité des genres a augmenté, passant de 2 569 en 2021 à 2 700 en 2022 ; ces membres mettent régulièrement en commun leurs meilleures pratiques et leurs connaissances techniques. À la fin de 2022, le PNUD comptait plus de 7,7 millions d'abonnés sur Twitter, Facebook, LinkedIn et Instagram et cumulait 31 600 mentions sur Twitter provenant de 9 570 comptes évoquant le PNUD et utilisant des hashtags liés au genre. Lors d'une campagne de sensibilisation spéciale de trois semaines, lancée à l'échelle mondiale et intitulée « En première ligne », le PNUD a mis en lumière les contributions essentielles des femmes dans les situations de crise.

Encadré 8**Campagne « Women Win 2022 » : plaidoyer en faveur des quotas de genre**

À l'approche des élections législatives de 2022 au Liban, le PNUD s'est associé à l'organisation de défense des droits des femmes Fifty-Fifty dans le cadre du lancement d'une vaste campagne de plaidoyer en faveur de quotas de genre qui visait à accroître la représentation des femmes aux postes électifs. La campagne, intitulée « Women Win 2022 », a permis de mettre en place un vaste processus de consultation et de faire pression en faveur de l'adoption des quotas sur les différentes parties prenantes.

Bien que la loi n'ait pas encore été adoptée, la campagne a permis d'accroître le soutien aux quotas de genre parmi les groupes politiques et a finalement contribué à ce que 157 femmes se présentent aux élections. Elles représentaient 15 % des 1 043 candidats et candidates, contre 11 % lors du cycle de 2018. Elles ont obtenu huit sièges, soit deux de plus qu'au tour précédent.

Source : Label égalité des genres du PNUD, base de données interne.

V. Bilan et voie à suivre

76. L'année 2022 a été une année de transition, marquée par le lancement de la nouvelle Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes. Le PNUD a tiré des enseignements des réalisations passées et les a mises à profit, notamment en faisant évoluer les relations de pouvoir, en menant des analyses plus poussées aux fins de l'appréhension de la complexité des inégalités entre les genres et en intégrant mieux les approches tenant compte des questions de genre dans les travaux sur les crises, l'environnement et l'énergie. Grâce aux cadres de financement nationaux intégrés, le PNUD a commencé à mobiliser des ressources plus importantes dans une perspective d'intensification des effets de ses interventions. L'approfondissement des partenariats avec les organisations locales permet à l'organisation d'être plus réactive et d'atteindre un plus grand nombre de personnes laissées pour compte.

77. Plusieurs évaluations récentes ont été prises en compte au cours de la première année de mise en œuvre de la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes. Il est souligné dans une évaluation du portefeuille énergétique du PNUD qu'il faut écarter l'hypothèse selon laquelle les femmes bénéficieront automatiquement des initiatives énergétiques. Il convient de faire évoluer les normes sociales et de faire tomber les obstacles discriminatoires liés au genre, qui limitent l'accès à l'énergie et son utilisation, y compris en l'existence de systèmes énergétiques, en perfectionnant les programmes. Son Centre de l'énergie durable permet au PNUD de mettre ses compétences spécialisées et ses conseils au service d'une plus grande prise en compte des questions de genre.

78. Dans l'évaluation de l'assimilation par le PNUD des principes relatifs à la promesse de ne laisser personne de côté, il est recommandé de mettre l'accent sur l'intersectionnalité dans les travaux menés avec les groupes de personnes laissées pour compte et de mieux prendre en compte l'égalité des genres en tant que catalyseur de la réalisation des objectifs de développement durable. À l'avenir, le PNUD mesurera l'intersectionnalité et les changements survenus dans la vie des personnes laissées de côté via l'optimisation de la mise à profit de ses systèmes institutionnels. Il tirera les enseignements des avancées réalisées en matière d'intégration des

questions de genre, notamment grâce au label égalité des genres, catalyseur de progrès dans les bureaux de pays.

79. L'un des principaux enseignements tirés des groupes de pairs masculins réunis par le PNUD est qu'il convient d'aller plus loin s'agissant de la mobilisation des hommes en faveur de l'égalité des genres tout en saluant l'action menée par les alliés masculins et les champions de l'égalité. L'engagement pris dans la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes est de permettre à des groupes de pairs exclusivement masculins de réfléchir aux pratiques quotidiennes et à la culture informelle dans le but de définir les contours d'une action collective en faveur du changement institutionnel.

80. D'une manière générale, la nouvelle Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes (2022-2025) a renforcé l'ambition du PNUD de contribuer à la lutte contre les causes structurelles des inégalités de genre via l'adoption de nouveaux modes de travail. Ces nouvelles méthodes visent à faire évoluer les normes sociales et la dynamique du pouvoir tout en mobilisant un plus large éventail de partenaires et d'organisations de la société civile dans la défense de l'égalité des genres.
